

Le marché du siècle

Peut-on faire la paix avec l'économie ? C'est le pari que prend Jared Kushner, le gendre juif de Donald Trump en réunissant au Bahreïn des politiciens et hommes d'affaires arabes pour permettre aux Palestiniens un développement économique puissant et durable. Le politique suivra a-t-il, mais les arabes ne sont venus que sur la pointe des pieds, et les dirigeants palestiniens rejettent ce plan qui ne parle pas d'État Palestinien, et qui semble les écarter.



Le conflit israélo arabe empoisonne la diplomatie mondiale, et gêne considérablement celle des États Unis. Israël présente un intérêt énorme pour les USA, car il est la seule puissance stable profondément amicale envers eux, et les relations militaires sont telles que Tsahal peut être considéré comme intégré à la défense des États Unis. L'aide militaire américaine à Israël lui sert beaucoup à acheter des armes américaines, qui sont testées et améliorées en fonction des besoins de l'état hébreu.

Toutefois l'hostilité à Israël est devenue quasiment religieuse, et tout allié d'Israël est considéré comme un ennemi des arabes et des musulmans par de larges couches de la population du monde islamique, et cette idée est très largement diffusée autant par les frères musulmans, l'Iran et les autres mouvements djihadistes que par les puissances rivales des états Unis, en particulier la Russie et la Chine.

Afin de pouvoir revenir en odeur de sainteté dans le monde islamique, sans risquer de rupture avec Israël ni avec les mouvements protestants américains qui soutiennent le président **Trump** et Israël, il a semblé intéressant de proposer un plan de paix original basé sur l'économie. En effet, si Israël et les pays musulmans collaboraient utilement, s'ils fraternisaient, les USA n'auraient plus à choisir entre être l'ami des uns ou des autres, ils pourraient être clairement amis des deux.

Le projet

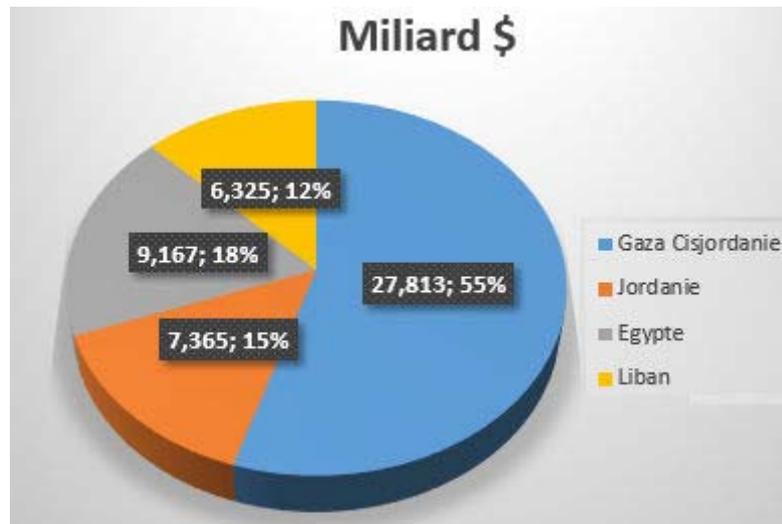


Le président Trump, qui est avant tout un chef d'entreprise propose donc, dans la lignée du plan Marshall qui avait permis de reconstruire l'économie européenne en 1945, un [plan d'aide économique ambitieux](#) sur dix ans portant sur tous les secteurs clés de l'économie palestinienne. **Jared Kushner** en a été l'artisan infatigable.

Le 19 mai 2019 les États-Unis et le Bahreïn ont publié un communiqué commun :

Cet atelier est une occasion cruciale de réunir le gouvernement, la société civile et les chefs d'entreprise pour qu'ils échangent des idées, discutent de stratégies et mobilisent leur soutien en faveur d'investissements et d'initiatives économiques potentiels rendus possibles par un accord de paix.

'**Paix-Prospérité**' facilitera les discussions sur une vision ambitieuse et réalisable et élaborera le cadre d'un avenir prospère pour le peuple palestinien et toute la région, notamment des améliorations de la gouvernance économique, le développement du capital humain et la facilitation de la croissance rapide du secteur privé. Si elle est mise en œuvre, cette vision pourrait transformer radicalement le bien-être des populations et placer la région sur la voie d'un avenir plus prometteur.



Plus de cinquante milliards de dollar ont été mis sur la table :

- * Plus que doubler le produit intérieur brut palestinien
- * Créer un million d'emplois en Palestine
- * Réduire le taux de chômage palestinien à un chiffre
- * Diminuer de moitié le taux de pauvreté chez les palestiniens.

Pour arriver à ces but, le plan prévoit

- **Création d'une Fondation pour la Croissance et le Développement**, chargé de préparer des réformes des institutions, de lutter contre la corruption, de favoriser la recherche scientifique, l'enseignement, de connecter la Palestine au reste du monde, favoriser les partenariat public-privé etc...
- **Ouvrir la Cisjordanie et Gaza sur le monde** : créer un réseau moderne de transport public par route et chemins de fer (ligne Cisjordanie-Gaza), fluidifier les passages de la frontière pour les personnes et les biens.
- **Construire des infrastructures de base** : électricité solaire, gaz, eau potable, services numériques reliés avec l'Égypte et le reste du monde.
- **Promotion de la croissance du secteur privé** : but : faire passer la croissance annuelle de 1,4 % à 8 % par le tourisme, l'agriculture, le bâtiment, l'industrie et l'exploitation des ressources naturelles.

Renforcement de l'intégration régionale dans le but de faire passer les exportations palestinienne de 14 à 40 % grâce au renforcement des liens avec la Jordanie, le Liban, et l'Égypte. Des aides importantes à l'attention de ces pays sont prévus pour développer leurs infrastructures. Le plan a encore de nombreux aspects, portant sur le sport, la culture, l'éducation etc... pour tout voir référez vous au [document officiel](#)

- Mais tout cet ensemble n'est qu'un projet car en conclusion il est écrit :

*« Bien que cet projet soit ambitieux, il peut être complété.
Le futur des palestiniens est une grande promesse potentielle.
L'histoire des palestiniens ne se termine pas ici.
Leur histoire vient juste de commencer à être écrite. »*

Cette conférence parlant de la paix entre palestiniens et israéliens s'est déroulé en absence des dirigeants de ces deux pays.

D'une part le gouvernement israélien n'a pas été invité, même si on le savait favorable au projet, et d'autre part les dirigeants de l'Autorité Palestinienne, tiennent comme à la prunelle de leurs yeux, à l'existence d'un état palestinien indépendant. Or cette conférence était purement économique, et aucun sujet politique ne figurait à son ordre du jour. Le mot "Etat Palestinien" ne figurait nul part dans l'invitation, ni dans le contenu. Le Hamas, n'étant intéressé ni par la paix, ni par le développement économique, mais uniquement par la destruction d'Israël devant être remplacé une théocratie islamique souhaitait maintenir la pauvreté de son peuple, seul moyen pour lui d'attirer la pitié du monde, et de renforcer son prestige.



Les autres pays ont souvent fait le service minimum

Il était difficile pour les pays arabo-musulmans invités de refuser l'invitation, car se montrer hostile aux États Unis est un risque qui pouvait coûter cher, mais ils ne pouvaient pas non plus se montrer enthousiaste et soutenir le projet car ne pas tenir compte des appels au boycott lancés par l'Autorité Palestinienne comportait d'autres risques parfois au niveau de la politique nationale. Les frères musulmans sont partout actifs et dangereux, et aucun chef d'État n'a de véritable liberté. En terre d'Islam, c'est Dieu qui est César, et l'Islam est contre Israël. La paix est théologiquement impossible aussi longtemps que les palestiniens eux même ne la réclament pas.

Toutefois, l'Arabie, les Emirats, et à la surprise générale le Qatar ont envoyé leur ministre des finances à la conférence. Le Liban, l'Irak, le Koweït et l'Autorité palestinienne l'ont boycotté. Le Maroc a été représenté malgré une grande manifestation populaire où on criait "Mort à l'Amérique, mort à Israël !"

L'Égypte, et la Jordanie n'ont envoyé que des fonctionnaires.

Pour les Palestiniens, cette conférence met la charrue avant les boeufs

Par ce que ce projet suppose une paix et une coopération régionale, sans que les palestiniens ne puisse disposer d'État ni de territoire bien délimité, il n'est pas accepté, à l'entrée du «camp» de «réfugiés» palestiniens, aujourd'hui surtout peuplé de vrais réfugiés Syriens on peut lire « **Non au chantier de Bahreïn. Le marché du siècle est une trahison portée à la nation musulmane. Il ne verra pas le jour.** »

Cette phrase met bien en lumière le problème. Au Liban les palestiniens sont des citoyens de seconde zone, et les dirigeants du pays refusent des les intégrer à la nation, pour cela, ils refusent toute paix avec Israël. La paix leur imposerait d'intégrer cette minorité qu'ils détestent, alors ils s'imaginent une guerre arabe chassant définitivement les juifs d'Israël afin de laisser la place aux arabes Palestiniens expulsés manu-militari du Liban. Les dirigeants Libanais rêvent aussi d'expulser aussi les réfugiés syriens, mais ils n'envisagent pas guerre contre Assad !

Il existe aux yeux des libanais d'origine palestinienne une Nation arabe, cette nation qui les a confiné dans des conditions de subordination, qui leur a interdit de s'intégrer partout où ils vivaient, et qui se sert de leur détresse pour les encre dans un combat sans issue.

Les libanais d'origine palestinienne ont été privé du droit d'être citoyen de leur pays d'accueil, alors si on leur refuse le droit de chasser les juifs pour s'installer à leur place, que leur resterait-t-il ? comment peuvent-ils imaginer une paix entre le Liban et Israël ?

Saab Erekat a déclaré : « *Nous n'avons mandaté personne pour négocier en notre nom. Les personnes concernées et désireuses de servir les intérêts du peuple palestinien devraient respecter cette position collective. Le plein potentiel économique de la Palestine ne peut être réalisé qu'en mettant fin à l'occupation israélienne, dans le respect du droit international et des résolutions de l'ONU.* »

Abbas Zaki Nous voyons la conférence de Bahreïn au sein du mouvement Fatah et l'autorité palestinienne comme un épisode d'une série destinée à liquider la cause palestinienne, qui correspond à la vision israélienne de résoudre le conflit le plus complexe de l'histoire. Nous n'accepterons aucun résultat de cet atelier, car bien qu'il évoque le développement et la prospérité, ces deux derniers restent impossibles à la lumière de l'occupation de la Palestine. Cet atelier intervient pour porter atteinte au projet de paix arabe.... Dieu maudira ceux qui abandonneront le sang des martyrs.

L'autorité palestinienne a tenté d'arrêter à leur retour, ses ressortissants ayant fait le voyage de Manama pour connaître et éventuellement participer au "deal du siècle". L'un d'entre eux aurait réussi à se réfugier dans le quartier juif d'Hébron



Dans leur refus de disparaître, les dirigeants politiques palestiniens sont appuyés par toute la communauté musulmane, bien sûr l'Iran, en quasi guerre avec l'Arabie et ses alliés, mais aussi les frères musulmans, très influents qui menacent l'Égypte, la Jordanie, et qui n'a pas fini de régler ses comptes avec le régime Assad.

Le conflit sunnites-chiites en arrière plan

Les arabes chiites sont nombreux, ils sont parfois majoritaires autour de l'Océan Indien, or ils sont toujours dominés par des familles royales sunnites. Parfois, ils ne supportent plus cette domination, et des révoltes sont encouragées par l'Iran. On a par exemple le triste exemple de la guerre du Yémen, où les Houthis chiites ont pris la capitale Sunnite Saana, et où les dirigeants sunnites, aidés par l'Arabie tentent de reprendre le pouvoir. Cette guerre tribale, alimentée par l'Iran et l'Arabie provoque des hécatombes dans les populations civiles.

Bahreïn est une monarchie sunnite, mais sa population est majoritairement chiite, on se souvient que des chiites ont tenté une opération militaire pour prendre La Mecque, et que le Roi d'Arabie a peur pour son trône, toute cette région, très religieuse, très musulmane craint aujourd'hui l'Iran, et voit dans Israël un allié stratégique capable de les défendre. Pour cela ils passent pour des traîtres, et dans la presse d'Algérie, par exemple, on dit pis que pendre d'eux. Afin de se laver de tout soupçon, **ils doivent prouver qu'ils sont pour les palestiniens, mais pas au point d'affaiblir Israël dont ils ont besoin pour leur sécurité.**

Le deal du siècle est une utopie

On ne peut pas résoudre le conflit israélo-palestinien sans volonté pacifique. Or il n'existe pas chez les arabes de Palestine de dirigeants, ou de leader d'opinion favorable à cette démarche qui fait passer l'économie avant le politique. Personne n'investira dans une zone où tout sera mis en place pour saboter le projet.

L'occupation ne peut pas être occultée ! Israël devra bien finir par opter, soit pour intégrer des millions d'arabes et devenir un état multi ethnique, soit accepter de partager le pays dans des conditions à négocier.

Ce ne sera que lorsque les leaders d'opinion des arabes de Palestine pousseront à faire les efforts nécessaires pour le développement économique qu'un plan Marshall américain aura une chance d'être efficace.

Sans avancée politique il ne se passera rien sur le plan économique.